



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

personnel

Question au Gouvernement n° 4295

Texte de la question

MANIFESTATIONS POLICIÈRES

M. le président. La parole est à Mme Virginie Duby-Muller, pour le groupe Les Républicains.

Mme Virginie Duby-Muller. Monsieur le Premier ministre, nos policiers sont contraints d'aller dans la rue pour appeler votre attention. Ils étaient en détresse, ils sont désormais en colère. Les jours passent, leur mobilisation n'a pas faibli, et ce dans toute la France. Ils commencent même à être rejoints par les pompiers, du jamais vu !

Car le constat est sans appel : ils sont attaqués par des délinquants qui, insuffisamment punis, se sentent intouchables, et ils travaillent dans des conditions dégradées.

Le commissariat d'Annemasse, par exemple, compte 116 policiers, effectif le plus bas depuis quinze ans, alors qu'il en faudrait 130 compte tenu de sa situation transfrontalière, si spécifique. En raison du coût de la vie, les postes ne sont pas pourvus. Ce n'est pourtant pas faute de vous avoir proposé d'attribuer une prime de vie chère aux fonctionnaires de cette zone !

Nous venons de découvrir vos propositions – tardives –, révélées aujourd'hui dans la presse. Bien des revendications des policiers n'ont pas été prises en compte.

Les policiers réclament en effet un assouplissement des règles de la légitime défense ainsi que le rétablissement, pour les agresseurs de membres des forces de l'ordre, des peines plancher que nous avons créées et que vous vous êtes empressés de supprimer !

Il est vrai qu'avec vous, le terrain est miné. Comme toujours, vous allez nous renvoyer vers le quinquennat de Nicolas Sarkozy (« *Eh oui !* » sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain), voire au précédent, celui de Jacques Chirac, en réinterprétant les chiffres ! Quand on ne sait pas quoi répondre, il est toujours plus facile d'accuser son voisin !

Le problème, c'est qu'entre mai 2012 et aujourd'hui, l'ensemble des indicateurs relatifs à l'insécurité est en hausse. Les vols simples ont ainsi augmenté de 14 % ; les atteintes volontaires à l'intégrité physique, de 12 %. La seule courbe qui s'inverse sous votre quinquennat, c'est celle de la population carcérale. Quelle réussite !

Entre 2007 et 2012, nous avons lancé plusieurs réformes pour moderniser et optimiser l'action de la police, ainsi qu'une réforme pénale ambitieuse. Pour nous, une politique de sécurité qui ne reposerait que sur les effectifs serait particulièrement inefficace.

Monsieur le Premier ministre, le président Hollande rencontre aujourd'hui les représentants de la police. Comme

toujours, vous expliquez être dans une démarche de dialogue. Nous préférierions aujourd'hui vous voir enfin dans une démarche d'action. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Madame la députée, vous indiquez qu'une politique efficace en matière de sécurité ne peut pas se réduire à la création d'emplois. J'imagine que c'est pour cette raison que vous avez soutenu un gouvernement qui en a supprimé 13 000 en cinq ans. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. - Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Guy Geoffroy. Et voilà ! Ça recommence !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. De même, selon vous, une bonne politique de sécurité est une politique qui n'attache pas d'importance aux moyens alloués aux forces de l'ordre. C'est sans doute pour cette raison que vous avez soutenu un gouvernement qui a diminué de 15 % les crédits de fonctionnement de la police et de la gendarmerie !

Vous nous interrogez, madame la députée, sur le plan d'action qui est le nôtre. Je vous rappellerai d'abord ce que nous avons fait, avant de vous dire vers quoi nous nous orientons, au terme du dialogue que nous avons engagé avec les policiers.

D'abord, nous avons recréé des emplois – 9 000 – au sein de la police et de la gendarmerie. Ces 9 000 emplois ont permis de rehausser significativement le niveau des effectifs dans les territoires connaissant un déficit considérable de policiers et de gendarmes. Cela a été le cas par exemple en Seine-Saint-Denis, où je suis allé annoncer la création de 300 emplois supplémentaires. C'est le cas en Essonne, où j'ai annoncé la création de 200 emplois supplémentaires.

M. Pascal Thévenot. Impunité !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Vous me dites qu'il y a des territoires où l'on n'a pas encore rattrapé l'effet de la suppression d'effectifs. Bien entendu, car si l'on peut supprimer très rapidement 13 000 emplois, il est beaucoup plus long de les rétablir ensuite.

Nous avons aussi donné des moyens supplémentaires à la police et la gendarmerie. Je rappelle que nous avons rééquipé tous les pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie – PSIG – et toutes les brigades anti-criminalité de la police.

J'annoncerai tout à l'heure, aux côtés du Président de la République, un ensemble de mesures dont on ne sait rien – avant de les critiquer, madame la députée, attendez qu'elles soient annoncées ! Elles ont pour principales orientations de renforcer le plan d'équipement, de déterminer les tâches indues à alléger et de répondre à certaines attentes, notamment en ce qui concerne la légitime défense. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Georges Fenech et M. Patrice Verchère. Quatre ans pour ça !

Données clés

Auteur : [Mme Virginie Duby-Muller](#)

Circonscription : Haute-Savoie (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4295

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 octobre 2016](#)